

*“Le Kosovo
est toujours aussi pauvre,
il est mis en coupe réglée par des
élites corrompues et, pour nous,
il n'y a aucun avenir.”*

Merita
Une jeune femme
d'une vingtaine d'années
qui travaille dans un magasin de chaussures
de Prizren, la seconde ville du Kosovo.

Kosovo

- Le petit pays célèbre les dix ans de son indépendance.
- Crise économique oblige, les jeunes continuent de fuir en masse.
- Sur les pentes enneigées, la cohabitation est possible entre Serbes et Kosovars.

Dix ans d'indépendance pour un Kosovo qui peine économiquement

Cet exode sans fin qui vide le pays

Reportage Jean-Arnault Dérens et Laurent Geslin
Correspondants dans les Balkans

Q u'est-ce que nous pouvons fêter? Le Kosovo est toujours aussi pauvre, il est mis en coupe réglée par des élites corrompues et pour nous il n'y a aucun avenir”, s'indigne Merita, une jeune femme d'une vingtaine d'années qui travaille dans un magasin de chaussu-

res de Prizren, la seconde ville du pays. Selon la Banque mondiale, près du tiers des Kosovars vivent sous le seuil de pauvreté, dont un huitième dans l'extrême pauvreté, tandis que le chômage touche officiellement 35,1 % de la population et 60,2 % des moins de 25 ans. Si, selon Eurostat, la Bosnie-Herzégovine serait le “pays le plus pauvre des Balkans occidentaux”, c'est en réalité le Kosovo – qui n'entre pas dans les statistiques officielles de l'agence euro-

péenne – qui occupe cette triste place avec un PIB par habitant d'à peine 3 230 euros (21 % de la moyenne européenne). Selon les autorités de Pristina, le salaire moyen y stagne à 240 euros, soit à l'avant-dernière place du continent européen, devant la seule Moldavie.

Manque d'investissement

Depuis la fin de la guerre, en 1999, les agences internationales installées dans le petit pays et les armées d'experts chargés d'assurer le développement économique qui s'y sont succédé ont tous misé sur même modèle : tenter (en vain) d'attirer des investissements étrangers en privatisant les entreprises les plus rentables. Las, l'économie kosovare repose toujours essentiellement sur les transferts de fonds de la diaspora installée en Allemagne, en Autriche ou en Suisse, des sommes qui représenteraient encore 17 % du PIB selon la Banque mondiale. Seule une infime partie de cette manne financière profite

pourtant au développement d'activités productrices de richesses, l'argent envoyé par les émigrés permettant surtout aux familles restées au pays de survivre, ou se perd dans des activités improductives. Les rares projets économiques impulsés par des Kosovars émigrés en Europe occidentale ont souvent tourné court, la corruption généralisée ayant vite fait de les décourager. Dans ces conditions, et une fois l'euphorie de l'indépendance de 2008 évaporée, les citoyens du Kosovo ont repris le chemin de l'exil. A l'hiver 2014-2015, ce sont 100 000 personnes qui ont quitté leur pays en quelques semaines, dans un mouvement d'exode inédit en temps de paix.

Une fois franchies clandestinement les frontières de l'espace Schengen, beaucoup de ces Kosovars ont demandé l'asile politique en Allemagne, mais la plupart ont été déboutés. Certains ont été rapatriés, d'autres ont joué de leurs compétences professionnelles pour obtenir contrats d'embauche et visas de travail. Pour tenter de trouver une parade aux migrations illégales, Berlin a même passé un accord avec le gouvernement de Pristina : désormais l'Allemagne recrute directement sur

le territoire du Kosovo. “Grâce à nos programmes, les jeunes suivent une formation en alternance en Allemagne, qui leur permet d'engranger de l'expérience”, explique ainsi Bedrit Xhafa, le directeur de l'agence APPK, qui sélectionne les candidats au départ. Berlin recrute des médecins et des infirmiers, des soudeurs, des électriciens ou des ingénieurs, des jeunes qui sortent de l'université.

Dans l'une des salles de cours de l'agence, ils sont une vingtaine à apprendre l'allemand, filles et gar-

çons, tous déjà archi-diplômés. Pour les autres, ceux qui n'ont ni formation ni métier, la porte reste fermée.

Un exode... bienvenu

Pour financer son voyage vers l'Allemagne, Haki Sinani a vendu son âne, avec lequel il allait couper du bois de chauffe dans la forêt, ce qui représentait son unique gagne-pain. Rapatrié avec sa femme et ses deux enfants fin 2016, l'homme est dans l'incapacité de subvenir aux besoins de sa famille. “Les services sociaux n'ont rien pu faire pour nous aider. Il y a juste la mairie qui nous a trouvé cette maison il y a un an”, se désole-t-il, en balayant du regard la morne plaine qui s'étire à l'horizon et la bâtisse branlante qui les accueille. A la périphérie de la ville de Shtime, à une trentaine de kilomètres au sud de Pristina, les stations-service succèdent aux casses auto, tandis que le vent de l'hiver emporte les détritiques abandonnés dans les champs. Haki Sinani et sa famille vont bientôt être expulsés, mais personne ne sait où ils vont bien pouvoir se reloger.

Pour le moment, le gouvernement du Kosovo semble s'accommoder de l'exode massif des forces vives du pays : ces départs réduisent la pression sur le marché du travail et dégonflent les tensions sociales. De fait, pour les élites politiques locales, dont la longévité dépend du maintien de complexes systèmes de corruption, les forces contestatrices sont un danger dont il faut se méfier. Quant aux expulsés de retour au pays, ils ne peuvent guère compter que sur l'aide de parents qui ont réussi s'établir à l'étranger, avant que les portes de l'Europe occidentale ne se ferment aux Kosovars.

Investissements fantômes et coexistence multiethnique

C'est un beau dimanche ensoleillé de janvier, et tout le monde va aux sports d'hiver. Du moins, de nombreux véhicules se dirigent-ils vers les remonte-pentes de Brezovica, l'unique station de ski du Kosovo, à la frontière avec la Macédoine. "Il doit déjà y avoir un bon millier de voitures là-haut", sourit Miloš, un agent serbe du ministère de l'Environnement du Kosovo, en empochant le droit de passage de trois euros, qui permet de s'engager sur la route menant au saint des saints montagnards. Après de fortes chutes de neige, la voie n'est que partiellement dégagée, et un embouteillage commence à plusieurs kilomètres des installations. Les habitués savent que les parkings sont inaccessibles et se garent le long de la route. Une ambulance venue de Ferizaj tente d'accéder aux pistes, avant de renoncer, bloquée dans les bouchons, laissant deux brancardiers partir à pied.

La station dépend de la commune de Štrpce, dont trois quarts des 12 000 habitants sont serbes, un quart albanais. "Nous avons l'un des plus beaux domaines skiables d'Europe", s'enthousiasme le Serbe Ivan Milosavljevic, propriétaire d'un hôtel niché au pied des remonte-pentes. "Les pistes s'étendent sur le versant nord du massif, nous avons toujours de la neige." Le développement des sports d'hiver remonte aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale, et quelques vestiges de cette splendeur passée subsistent encore. En contrebas de la station, l'hôtel Narcis, construit en 1973, dresse sa silhouette pyramidale.

Hôtel fantôme

L'immense hall est plongé dans le noir, l'ascenseur est en panne, les 330 chambres fermées, et la piscine couverte de l'établissement achève de se couvrir de moisissures. Cinq ou six employés ont trouvé re-

fuge dans une ancienne boutique qui jouxte la réception, en essayant de se réchauffer autour d'un convecteur électrique. "Les plus grands sportifs ont logé dans notre hôtel, les stars de la musique yougoslave. Notre clientèle venait de toute la Fédération, ainsi que de l'étranger. Depuis la guerre, plus personne ne dort ici", soupire Milovan, un petit homme timide, toujours salarié en qualité de réceptionniste d'un établissement sans client. Le Narcis ainsi que l'hôtel Molika, installé dans la station, appartiennent à la société Inex de Belgrade, qui gère aussi les remontées mécaniques, entretient les pistes, et emploierait 180 personnes.

La privatisation du complexe est un serpent de mer qui hante le Kosovo depuis des années. Le projet a plusieurs fois été repoussé par l'Agence des privatisations du Kosovo (APK), de crainte d'une confrontation directe avec la Serbie. Dans les années 2000, la population serbe locale a blo-

qué à plusieurs reprises l'accès aux pistes. Cas unique au Kosovo, la liste Srpska, contrôlée par Belgrade, dirige depuis 2010 la commune en coalition avec le Parti démocratique du Kosovo (PDK), la formation du président Hashim Thaçi. "Nous sommes considérés comme un exemple de bonne cohabitation, et nous sommes prêts à accepter tous les bons projets pour le développement de la commune", claironne le chargé de

presse de la mairie, Lazar Arsic.

Investissement raté

Une "cohabitation" politique qui n'est sûrement pas sans lien avec la manne financière potentiellement représentée par la station de ski, et le "bon projet" aurait pu être porté par la

Compagnie des Alpes, qui avait signé en 2015 un partenariat public-privé prévoyant la concession pour 99 ans des 39 000 hectares du domaine, avec un investissement de 410 millions d'euros sur 18 ans. Selon un représentant de la Compagnie, il s'agissait de réaliser *"le plus grand centre de sports d'hiver des Balkans"*. Las, selon le gouvernement du Kosovo, les Français n'auraient pas été en mesure de fournir les dépôts de garantie, et le mirifique projet s'est dégonflé comme une baudruche.

L'hôtelier Ivan Milosavljevic se réjouit de cet échec. *"Il faut vivre en harmonie avec la montagne, nous n'avons pas besoin d'asphalte ni de béton."*

L'environnement sacrifié

L'homme raconte les centaines de plantes médicinales qui poussent sur les versants du Sharr, les populations de cerfs et de bouquetins en pleine expansion. *"La plupart de mes clients sont albanais"*, lâche Ivan. *"Les amoureux de la montagne sont les bienvenus chez moi, pourvu que l'on ne parle pas politique !"* La politique se rappelle pourtant bien vite à lui : des chalets ne cessent de pousser sur la route menant aux pistes. *"Les nouveaux propriétaires albanais rachètent les terres des Serbes et personne ne s'intéresse à la sauvegarde du parc naturel"*, s'indigne-t-il. Dans un Kosovo où le cadastre est une notion très relative, la défense de l'environnement cède toujours le pas aux intérêts économiques.

L.G. et J.-A. D., à Štrpce